

PRENONS
L'ANTENNE





Les journalistes sont-ils réellement indépendants ?

Quelle est leur part d'objectivité ?

Quel "média-sceptique" êtes-vous ?

L'ÉVÉNEMENT EN BREF

Du vendredi 4 au mercredi 9 mai 2018, nous appelons tous les Français à tenir un siège historique face à la maison de la Radio.

NOUS EXIGERONS :



L'organisation d'un référendum visant à introduire la procédure de **RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE POPULAIRE** dans la Constitution française.



L'obtention d'un **TEMPS D'ANTENNE** sur la radio France Inter, décidé souverainement en Assemblée Populaire et dédié à la réinformation et au pluralisme des opinions.



La mise en place d'une proposition visant à reconnaître et **CONTRÔLER LE IV^E POUVOIR** (les médias), qui sera proposée dès l'adoption du référendum d'initiative populaire.

Informations pratiques

1

RENDEZ-VOUS INITIAL

OU ?

Place de la Bourse

 3 Bourse

QUAND ?


Le 4 mai 2018

de 13 à 14h

Durée
minimum
72h

OU ?

Maison de la Radio

 C Avenue du président Kennedy

QUAND ?

Du 5 au 9 mai 2018

de 15 à 23h (5 mai) puis de 8 à 23h

LE SIÈGE

2

Un événement pacifique et sécurisé

L'un des axes centraux de notre organisation, réside dans la sécurité, et plus globalement sur une démarche non-violente de la mobilisation.

Notre organisation

- Nous assurons les contacts avec l'ensemble des médias, associations, collectifs et personnalités pour les inviter à nous rejoindre.
- Nous aidons à établir l'institution d'une assemblée populaire pour que vous puissiez faire entendre vos idées et coordonnons la gestion de la tribune.
- Nous établissons un service de sécurité bénévole, répondant d'une charte éthique proscrivant toute violence sur les opinions politiques et coopérant avec les forces de police.

L'Auto-discipline comme philosophie

- Pas d'alcool, pas de stupéfiants ni d'armes par destination sur soi lors de nos rassemblements.
- Penser à emporter sa pièce d'identité.
- Nous invitons les plus passionnés d'entre nous à respecter la sérénité de tous en suivant ces quelques règles de bon sens.

Site internet

www.prenons-l-antenne.fr

Contact

contact@prenons-l-antenne.fr

ÉTAT DES LIEUX

« Donc, on va se dire les choses : en vérité Russia Today et Sputnik ne se sont pas comportés comme des organes de presse et des journalistes mais comme des organes d'influence et de propagande mensongère, ni plus ni moins. »



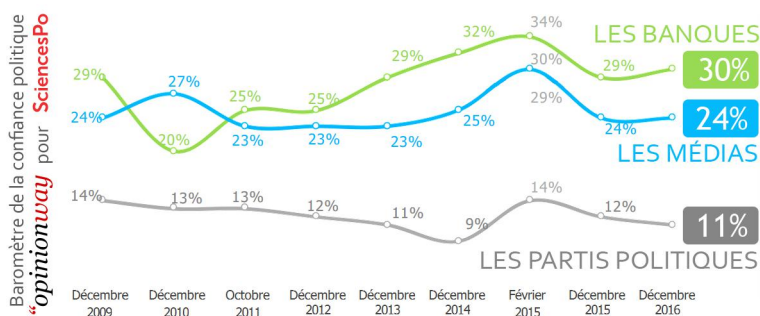
Imaginons un instant que dans un élan de sincérité, Emmanuel Macron se soit adressé à Vladimir Poutine le 29 Mai dernier, pour s'indigner de la propagande de BFM et France Info l'ayant propulsé président de la République. Après tout lorsqu'il s'agit de juger les médias d'autres pays, comparons au moins avec ce que nous connaissons à notre niveau national. Malheureusement, malgré notre 39e place dans le classement mondial sur la Liberté de la presse, l'hypocrisie demeure : *La France est un pays démocratique où la presse est libre et indépendante.*

Les Français ne sont pas dupes de cette propagande...

En témoigne le baromètre sur la confiance des Français vis-à-vis des médias [publié par le journal La Croix le 2 février 2017^{\(1\)}](http://www.la-croix.com/Economie/Medias/Barometre-medias-Francais-veulent-information-verifiee-2017-02-02-1200821914). Celui-ci révèle qu'un petit quart seulement des personnes interrogées pense que « les journalistes résistent aux pressions du pouvoir, des partis politiques et de l'argent ».

S'ils ne résistent pas à ces différentes pressions, c'est qu'ils en sont quoi ? Les victimes ? Les complices ?

En décembre 2016, le CEVIPOF [publie une étude sur la confiance politique^{\(2\)}](http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/) où il apparaît que les médias font partie des institutions ou organisations les plus décriées, juste devant les partis politiques.



En détail, 88 % des personnes interrogées font peu confiance ou n'ont pas du tout confiance dans les médias. Édifiant constat !

Contre toute attente, les grands médias semblent avoir une influence extrêmement forte sur le public. Il est ainsi permis de penser que l'ascension fulgurante d'Emmanuel Macron jusqu'à son élection finale ne doit rien à un enthousiasme populaire, mais plutôt au soutien inconditionnel et militant d'un certain nombre de journalistes de presse, de radio et de télévision.

Ceux qui contrôlent leur fiche de paye et leur évolution de carrière sont désormais pleinement satisfaits.



[Une récente étude^{\(3\)}](http://notre-epoque.fr/2014/08/les-medias-votent-pour-nous-1-leffrayante-correlation-entre-temps-de-parole-et-resultats-aux-elections) démontre la corrélation entre temps de parole et résultats aux élections !

« Nous avons donc des élus au pouvoir dont l'appartenance politique reflète non pas la préférence intrinsèque des citoyens, mais celle des médias. », fermez le ban.

D'autant plus révoltant que la carte du paysage médiatique français révèle une concentration dans la propriété des grands médias (et des instituts de sondage).

Quelques milliardaires (Lagardère, Bouygues, Dassault, Bolloré, Arnault...) se partagent le gâteau de la propagande.

Ajoutez à cela des subventions publiques qui maintiennent à flot nombre de médias qui n'existeraient pourtant plus sans ces aides.

Et quand on constate, jour après jour, à quel point l'État est sous influence (pour ne pas dire sous le contrôle) de puissances financières privées, la question de l'indépendance des médias, pourtant cruciale en démocratie, prend tout son sens.

⁽¹⁾ <http://www.la-croix.com/Economie/Medias/Barometre-medias-Francais-veulent-information-verifiee-2017-02-02-1200821914>.

⁽²⁾ <http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/>.

⁽³⁾ <http://notre-epoque.fr/2014/08/les-medias-votent-pour-nous-1-leffrayante-correlation-entre-temps-de-parole-et-resultats-aux-elections>

Si un milliardaire achète une chaîne de télévision, de radio ou un titre de presse, ce n'est donc pas pour gagner de l'argent mais pour influencer et façonner l'opinion publique dans le sens d'une idéologie qui s'organise autour de trois grands socles ou dogmes : la toute puissance du marché, le règne du libre-échange et l'impérialisme de l'Union européenne.

L'intrication des intérêts financiers, politiques, économiques, stratégiques, géopolitiques et militaires s'observe également dans le traitement médiatique qui est généralement produit s'agissant des « guerres occidentales ». Parler de partialité relève ici du doux euphémisme...

Le conflit syrien en constitue récemment, un exemple édifiant avec l'attentat chimique du 4 avril 2017 à Khan Cheikhoun. Sans aucune précaution, sans qu'aucune preuve concluante n'existe puisqu'aucune enquête à ce jour n'a délivré de conclusions sur les responsabilités de cet attentat, la plupart des médias ont repris en chœur les déclarations des gouvernements occidentaux, accusant Bachar al-Assad d'être l'instigateur de ces crimes de guerre.

Rappelons que, le 21 août 2013, un attentat chimique similaire dans le quartier de la Goutha près de Damas, avait déjà été l'occasion d'[un déchaînement médiatique^{\(1\)}](#) contre Bachar al Assad. Pourtant, lorsque le 14 janvier 2014, Richard Lloyd, spécialiste des missiles pour l'ONU et Theodore Postol, professeur au prestigieux MIT, publient un rapport remettant en cause l'implication de l'armée régulière syrienne, [les médias ne s'en feront qu'à peine l'écho^{\(2\)}](#).

Chaque attentat chimique semble toujours une bonne occasion de véhiculer une propagande délirante contre le président de la Syrie. Durant le même temps, les livraisons d'armes aux rebelles "modérés" via le Qatar et l'Arabie Saoudite, semblent susciter peu d'intérêt chez nos journalistes.

Le 19 mars 2011, Nicolas Sarkozy autorise l'opération Harmattan contre la Libye avec les éloges d'Alain Duhamel, Laurent Joffrin et tous les amis du Café de Flore.

[Une tribune engagée^{\(3\)}](#) est publiée sur le journal *Le Monde* : Kadhafi cet immonde dictateur laïc et sanguinaire doit être renversé avec le soutien de la France. Mais renversé par qui ? Qui étaient les insurgés de Ben Gazi ? Qui étaient les membres du *Conseil National de Transition* libyen ?

Pourquoi avons-nous le sentiment que la presse a contribué à une véritable propagande de guerre, plus qu'à une volonté de nous informer objectivement sur les intérêts et intentions des acteurs de ce drame ? Pourquoi les informations délivrées par les mails d'Hillary Clinton publiés par la Justice américaine sur l'implication de la France en Libye, ont suscité [si peu d'investigations^{\(4\)}](#) et de polémiques chez les journalistes ?

⁽¹⁾ <http://www.rfi.fr/moyen-orient/5min/20130821-syrie-region-damas-bombardee-armee-utilisation-agents-chimiques-evoquee>

⁽²⁾ http://www.lepoint.fr/monde/attaque-chimique-en-syrie-le-rapport-qui-derange-19-02-2014-1793755_24.php

⁽³⁾ http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/03/16/oui-il-faut-intervenir-en-libye-et-vite_1493895_3232.html

⁽⁴⁾ http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/libye-la-version-de-sarkozy-remise-en-cause-par-des-mails-de-clinton_1695769.html



NOS OBJECTIFS

Lorsque [la fabrique du consentement^{\(1\)}](#) va jusqu'à nous faire accepter le prix du sang financé par nos impôts et notre honneur, il est du devoir de tout citoyen disposant encore de bon sens et de cœur, de s'opposer à ces pratiques journalistiques délétères.

Notre objectif sur place

Communiquer



Du 4 au 9 mai 2018, nous communiquerons publiquement et à plusieurs reprises à l'intention du peuple et des médias notre analyse du système médiatique ainsi que les revendications qui

en découlent.

Nous les retransmettrons via les réseaux sociaux, certains médias indépendants, mais aussi, et c'est notre objectif, depuis une ou plusieurs stations du Groupe Radio France (France Inter, France Info, France Culture, Mouv', et/ou FIP). Nous profiterons de ce temps d'exposition médiatique pour appeler la population à nous rejoindre toujours plus massivement et, si non entendus, à initier une grève générale.

Initier une réflexion citoyenne

Nous instituerons des assemblées générales pour animer des débats publics sur une partie des revendications exposées plus loin dans ce document.

En lien avec une [plateforme internet^{\(2\)}](#), nous établirons un calendrier, des débats et des retransmissions audiovisuelles dans le but de rédiger la ligne éditoriale d'un programme d'éducation populaire portant sur des grandes questions politiques qui se posent aux Français. Nous assumons vouloir livrer notre regard sur l'actualité et les questions économiques, géopolitiques et démocratiques dans le but d'apporter une tonalité très différente de celle claironnée par l'establishment politico-médiatique s'accordant actuellement l'exclusivité du temps d'antenne dans l'ensemble des grands médias publics et privés.

Aussi exiger du temps d'antenne sur une station de radio du service public, pour faire connaître un autre regard sur l'information, est une bien modeste revendication face à la multiplicité des canaux de propagande anti-sociale et anti-nationale dont disposent les classes "dominantes".

Notre objectif est de redonner au peuple du temps d'antenne sur le Groupe Radio France, afin de rééquilibrer le débat politique dans sa réalité, et assainir au moins dans le service public, la pratique du journalisme sur les plans éthiques et déontologiques.

Nos revendications

Lors de nos prises de parole publiques, nous présenterons clairement nos deux revendications auprès du gouvernement et de Radio France :

La mise en place du référendum d'initiative populaire



Nous considérons qu'une séparation claire des pouvoirs doit permettre au peuple de s'auto-saisir pour initier, modifier et abroger les lois ; de même, révoquer des mandataires félon sans

avoir à requérir le consentement du Gouvernement ou du Parlement nous semble indispensable.

Nous exigeons à ce titre, l'introduction dans la Constitution, au moyen d'un référendum organisé au plus tard le 9 novembre 2018, un article introduisant la procédure du référendum d'initiative populaire respectant les modalités édictées précédemment.

Cet ajout constitutionnel consacrera la Municipalité comme la garante de l'ouverture des salles pour la tenue des débats publics et la mise à disposition des matériels de scrutin à des fins de vote.

Du temps d'antenne dédié à l'éducation populaire



Dans un premier temps, qu'il nous soit accordé une tranche horaire sur France Inter définie en Assemblée Populaire le 5 mai prochain, afin de pouvoir présenter au peuple des personnalités et points de vue politiques que nous considérons avoir été trop largement censurés ou diffamés contre l'intérêt public.

Nous souhaitons apporter durant quelques mois un rééquilibrage éditorial sur au moins une station du service public de l'information afin de présenter des éclairages importants à la population française sur des grandes questions de démocratie, de paix et de progrès social qui la concernent directement.

Ce temps d'audience sera aussi l'occasion de formaliser une critique générale des médias et d'asseoir le respect du pluralisme des opinions politiques dans la rigueur éthique et déontologique attendue de la part de nos journalistes.

Nous mettons d'ores et déjà un [outil web^{\(3\)}](#) à la disposition des internautes, permettant à chacun de proposer des sources d'informations alternatives ou étrangères sérieuses, que nous aimerions faire connaître au grand public.

⁽¹⁾ <http://www.investigaction.net/10-guerres-10-mediamensonges>

⁽²⁾ & ⁽³⁾ <https://www.reinformons-nous.fr>

Pour aller plus loin



Ces deux revendications sont la clé permettant d'acter la reconnaissance du IVème pouvoir, celui des médias, et y établir les garde-fous démocratiques nécessaires.

Dans le cadre d'un projet de loi à portée constitutionnelle, nous souhaitons soumettre à la réflexion collective les mesures suivantes :

- Le pouvoir médiatique doit être reconnu dans la Constitution, et, que [la Charte d'éthique professionnelle des journalistes^{\(1\)}](http://www.snj.fr/content/charte-d%E2%80%99C3%A9thique-professionnelle-des-journalistes) doit devenir un texte légal et contraignant dans le droit français pour l'ensemble des professionnels du secteur.

- Nous proposons que la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) et le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) soient fusionnés en une même institution indépendante et compétente pour juger les questions relatives aux médias, aux technologies numériques et à la protection des données.

Y siègeraient des professionnels, ainsi qu'un jury populaire régulièrement renouvelé par tirage au sort pour recevoir et traiter les plaintes et requêtes reçues.

Cette Cour disposerait de pouvoirs contraignants et pourrait condamner un journaliste ayant jeté le discrédit sur son corps de métier du fait d'informations fausses, partielles et partiales répétées, ou encore pour des crimes de propagande de guerre.

Les condamnations pourraient s'étendre du retrait de la carte de journaliste et l'interdiction d'exercer — si ce n'est librement sur des blogs personnels ou sur les réseaux sociaux — jusqu'à des peines de prison pour les crimes les plus graves. Nous rappelons à ce titre que [l'article 211-2^{\(2\)}](#) du Code Pénal dispose que « *la provocation publique et directe, par tous les moyens, à commettre un génocide, est punie de la réclusion criminelle à perpétuité si cette provocation a été suivie d'effets* ».

- Nous ajoutons que l'ensemble des grands médias privés doit être nationalisé provisoirement, avant d'être transformé en [sociétés de rédacteurs^{\(3\)}](#) (sociétés commerciales à but non-lucratif) ou de coopératives de journalistes, dont le capital ne pourra être détenu que par les salariés et souscripteurs extérieurs individuels jusqu'à un certain montant (lois anti-concentration).

Les actuels actionnaires de grands médias que sont Dassault, Boloré, Bouygues, Altice, Bertelsmann, etc. doivent être évincés du capital de tous les organes de presse qu'ils dirigent, et cela, sans contrepartie financière.

- Nous exigeons que l'ensemble des médias privés ayant obtenu des subventions publiques, rembourse le peuple des fonds perçus ces dix dernières années, ou, par contrat, s'oblige à donner un temps de parole substantiel à l'ensemble des intellectuels, personnalités politiques, collectifs et associations dont nous réclamons une réelle exposition médiatique.



- Nous livrons au bon sens de chacun, le fait qu'il n'y ait nul changement possible si les responsabilités humaines ne sont pas clairement désignées. A ce titre, nous exigeons que l'ensemble des directeurs éditoriaux de chaînes de télévision ou radios publiques d'information, ainsi que les « journalistes vedettes » (présentateurs du journal) soient licenciés ou rétrogradés.

Nous souhaitons que des journalistes réellement intègres, professionnels et disposant d'une très grande culture générale et politique soient promus pour les postes libérés.

Nous nous déclarons prêts à contribuer à l'institution d'une commission populaire et assistée d'experts pour satisfaire à ces nécessités de salubrité médiatique.

- Nous déplorons de constater que « l'actualité » impose son diktat sur le traitement de l'information. Nous pensons que le temps qui lui est imparti doit être minoré au profit d'entrevues longues ou émissions thématiques exigeant une préparation rigoureuse. Nous appelons à ce que la qualité critique de ces émissions soit irréprochable.

Pour cela nous attendons des journalistes qu'ils exposent des points de vue contraires ou divergents sur chaque thématique et qu'ils s'abstiennent de véhiculer des propos anxiogènes ou infamants sur les personnalités ou sujets traités.

Nous rappelons que leur cœur de métier est de donner de l'information brute, objective et vérifiable, et non leur avis personnel.

En particulier les journalistes exerçant dans le service public de l'information dont les standards éthiques et déontologiques se doivent d'être les plus élevés.

(1) <http://www.snj.fr/content/charte-d%E2%80%99C3%A9thique-professionnelle-des-journalistes>

(2) <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTL000022686339&cidTexte=LEGITEXT000006070719>

(3) <https://www.monde-diplomatique.fr/2007/05/RIMBERT/14730>

QUI SOMMES NOUS ?

Nous sommes un collectif de citoyens, engagés depuis plusieurs années dans des luttes pour rétablir notre indépendance nationale, et instaurer la démocratie en France.

Nous considérons que l'introduction du Référendum d'Initiative Populaire dans la Constitution et une certaine mise au pas de nos médias pour jouir de débats politiques réellement stimulants, peuvent suffire à former le substrat nécessaire à de plus grandes réalisations démocratiques par la suite.

Notre regard porte sur le long terme. Nous faisons cela pour nos enfants et pour nous-mêmes, non pour satisfaire des ambitions personnelles ou d'ego. Nous nous appelons Fanny, Julia, Aurélie, Charlène, Thomas, Nicolas, Sylvain, Pascal, Jean-Baptiste, Nicolas et tant d'autres prénoms encore, qui s'ajoutent chaque jour à la cause du peuple.



Nous ne prétendons que poursuivre un mouvement et lui donner une assise forgée sur notre expérience militante, cela pour permettre à chacun d'y prendre sa part et faire entendre ses idéaux politiques jusque dans les autoradios de millions d'automobilistes aux heures de grande écoute (le matin).

L'Assemblée Populaire que nous instituerons du 4 au 9 mai 2018 devant la Maison de la Radio, sera l'occasion de retransmettre en streaming sur les réseaux sociaux, quelques règles de départ pour une construction durable de ce mouvement.

Nous pensons que la démocratie est une idée qui devient virale dans les consciences lorsqu'on peut s'en approprier le concept directement.



Reinformons-nous.fr



prenons-l-antenne.fr